

Pour le changement, mobilisation ! **REMBOURSEMENT DE L'IVG, COMME PROMIS !**

BLOCAGE des salaires. Application des plans européens patronaux dans la sidérurgie. Report du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse. Taxes contre les travailleurs pour combler le déficit de la Sécurité sociale. Budget de rigueur. Renforcement du dispositif répressif...

En cette rentrée, la liste des mesures gouvernementales s'allonge et obéit à une même logique : tandis que le patronat se voit accorder subsides et concessions, les travailleurs sont « invités » à l'effort, à la rigueur et aux sacrifices !

Dans ce numéro, nous traitons longuement d'un des objectifs clés de la politique gouvernementale : le démantèlement des divers systèmes d'indexation des salaires sur les prix afin de parvenir à une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs. Le tout au nom de la lutte prioritaire contre l'inflation qui sert d'habillage à toutes les politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements occidentaux.

D'un autre type, la décision d'ajourner le remboursement de l'IVG apparaît profondément significative de ce qu'est aujourd'hui la politique gouvernementale.

Il s'agissait, en effet, d'un engagement formel de la nouvelle majorité : promesse faite par François Mitterrand lors de la campagne présidentielle, confirmée pour septembre 1982 par le gouvernement à la veille du 8 Mars dernier, le remboursement par la Sécurité sociale répondait à une revendication unanime des organisations du mouvement ouvrier et du mouvement de libération des femmes. Et qui avait été portée des années durant par de grandes mobilisations pour le droit à l'avortement.

Pourquoi ce recul ?

Pierre Bérégovoy, à présent ministre des Affaires sociales et de la Solidarité, a jugé bon, au cours de l'été, d'expliquer que ce qui avait guidé le gouvernement dans sa décision c'était, non pas des raisons financières, mais des préoccupations « éthiques » : le respect des diverses « familles spirituelles » !

Véritables provocations, en vérité, que ces déclarations qui faisaient fi de la légitimité de cette revendication.

Car quelles sont ces « familles spirituelles » hostiles au remboursement de l'IVG qu'il conviendrait de respecter ? Certes pas les femmes qui, soumises à cette inégalité par l'argent, se voient trop souvent encore contraintes d'avorter dans les pires conditions ! Certes pas toutes celles et tous ceux qui, à maintes reprises dans le passé, se sont mobilisés pour imposer, face à un pouvoir réactionnaire, la reconnaissance du droit à l'avortement ! Certes pas les 67 % de Français qui sont, comme le montrait un récent sondage, favorables au remboursement !

Non, il s'agit de la hiérarchie catholique, des associations fascisantes descendues dans la rue en mai dernier pour hurler contre le remboursement, de la droite revancharde prête à se saisir de tout prétexte pour mobiliser contre la nouvelle majorité.

Ainsi, tandis qu'il s'efforce de convaincre les travailleurs que la rigueur ne saurait souffrir d'exceptions, le gouvernement recule devant les criaileries de la droite réactionnaire.

On a là toute l'inconséquence de la politique d'un gouvernement qui, en re-

niant les promesses faites, en s'attaquant aux intérêts des travailleurs, sape les bases populaires qui constituent son seul soutien. Tandis qu'en cédant aux exigences de la droite et du patronat il encourage l'arrogance de ses ennemis les plus acharnés qui n'ont d'autre préoccupation que de préparer son renversement.

La droite le sait bien qui s'efforce d'arracher concession sur concession, d'imposer recul après recul. Parce qu'ainsi s'affaiblissent les forces du changement et se créent les conditions d'un échec du PS et du PCF lors des prochaines élections municipales.

Car si, lors des élections municipales, se répète la situation des dernières cantonales, marquées par une démobilisation des électeurs de gauche, la droite aura les moyens d'accentuer son offensive politique qui vise à tourner la page ouverte le 10 mai.

C'est pourquoi, aujourd'hui, pour toutes celles et tous ceux qui ont voulu le départ de Giscard, pour tous les travailleurs qui attendent que se réalisent les promesses du changement, l'heure est à la mobilisation.

Laisser s'appliquer les mesures gouvernementales, permettre les reculs et les reniements, ce serait ouvrir la voie au découragement et au désarroi dans les rangs ouvriers. Au contraire, réaffirmer par la mobilisation unitaire la volonté de changement des travailleuses et des travailleurs, c'est permettre qu'un coup d'arrêt soit mis aux attaques patronales, que les conditions soient créées pour une défaite de la droite au printemps prochain.

En ce sens, toutes celles et tous ceux qui, le 10 mai 1981, ont permis que s'ouvre une nouvelle situation, ne peuvent que soutenir le combat des travailleurs de la sidérurgie lorraine contre les suppressions d'emplois, ne peuvent qu'être solidaires des 1 000 travailleuses et travailleurs de Rouen qui, dans leur adresse à François Mitterrand et aux députés du PS et du PCF, déclarent :

« Le 10 mai nous avons ensemble battu Giscard-Barre et leur politique de chômage et de vie chère.

« Le 10 mai nous vous avons élus pour mettre en œuvre le changement.

« Nous savions que le grand patronat, la droite, les Giscard, Chirac, Lecanuet ne reculeraient devant aucun moyen, aucune attaque pour bloquer le changement. Ils vont jusqu'à provoquer des manifestations de rue, et mobilisent leurs troupes pour les municipales.

« Nous sommes prêts à nous mobiliser dans l'unité pour faire respecter contre le patronat et la droite le choix qu'on a fait le 10 mai, quelles que soient nos opinions politiques ou syndicales. »

Tout comme ils ne peuvent que se sentir concernés par la manifestation du 23 octobre à Paris pour le droit à l'avortement pour toutes les femmes, pour le remboursement de l'IVG.

Il s'agit là, en effet, d'une échéance immédiate mais de première importance : il n'est pas question d'accepter que la légitime revendication du remboursement soit escamotée, il n'est pas question de permettre que la droite soit seule à occuper la rue pour manifester son refus du changement.

Face à l'offensive de la droite et du patronat, les forces du changement ont à se mobiliser en défense des revendications des travailleurs, des femmes et des jeunes.

Le 23 octobre en sera l'occasion. Rendez-vous est pris. Toutes et tous nous y serons !